

Julie Claustre

La honte de l'endetté (Paris, XVe siècle) ?

L'endettement privé, qui apparaît comme extrêmement diffus dès que la documentation médiévale nous le fait découvrir aux xiie-xiii^e siècles, a gagné dans les travaux historiens - en particulier ceux des médiévistes et des modernistes - des quinze dernières années le statut d'objet tout à la fois économique et social. Ces travaux ont souligné que le crédit, qu'il répondît à une nécessité de survie ou bien qu'il procédât d'une stratégie financière, engageait une relation sociale complexe, faite de confiance, d'amitié et de domination. Celle-ci mettait en jeu la réputation des partenaires - réputation que l'on appelle d'ailleurs dès la fin du Moyen Age le « crédit ». Créancier et débiteur devaient se tenir à bonne distance de la figure du *mauvais ménager*, prodigue et dissipateur de biens, et de celle de l'usurier. Relation sociale périlleuse pour ceux qui s'y risquaient, la dette avait-elle une traduction émotionnelle chez les uns et les autres ? Pouvait-elle susciter la honte ?

Certes, il ne faudrait pas croire que cette émotion n'est à traquer que du seul côté des endettés : n'y avait-il pas une honte aussi à ne pas prêter, à ne pas venir en aide à un proche en difficulté, à exiger trop tôt son remboursement ou à faire des conditions trop dures de prêt ? Le procès du juif marseillais Bondavin, étudié par Joseph Shatzmiller, le montre assez. Mais parce que l'historiographie, depuis les travaux pionniers de Jacques Le Goff sur le « temps du marchand », a surtout mis en valeur la figure de l'usurier, cette communication s'intéressera plutôt aux émotions des endettés, émotions (trop peu) qualifiées par les greffiers de justice : émotions de celui qui était arrêté par les sergents, émotions surtout de celui, insolvable, qui devait renoncer à ses biens pour effacer ses dettes.

Les émotions qui accompagnaient la faillite personnelle, appelée « abandon et cession de biens » dans le Paris tardomédiéval, seront au centre de cette communication : peut-on percevoir une forme de honte dans ce que les archives judiciaires présentent comme des *comportements* prescrits et attendus au cours de solennités judiciaires ?

Fondée en grande partie sur le dépouillement des registres civils (1395-1455) et d'écrous (1412, 1488-1489) du Châtelet de Paris, la communication commencera par présenter le rituel de « l'abandon et cession de biens », équivalent parisien de rituels bien connus pour leur féroce dérision dans l'Europe méditerranéenne à partir du xiii^e siècle : la cession méridionale s'accompagne d'un dénudement du derrière de l'endetté, à un carrefour, le public ayant été appelé au son de la trompe. A Paris, le rituel des xiv^e et xv^e siècles est moins pittoresque cette « déculottée » publique, mais est-il moins honteux ? Il comporte en particulier :

- le voyage - parfois long (plusieurs centaines de kilomètres) - vers le Châtelet de Paris,
- le passage « outre le guichet » devant le greffier de la prison (le « cleric de la geôle ») du Châtelet,
- la comparution à l'audience du prévôt royal,
- le prononcé de deux serments (de ne pouvoir payer et de payer dès que possible) par l'endetté,
- des gestes symboliques de dépouillement (la « solennité » du jet de la ceinture à terre ou bien l'abandon d'un vêtement),
- la rédaction et l'enregistrement par le greffier de la lettre de cession.

C'est ensuite seulement qu'intervenaient les modalités pratiques de cette faillite personnelle, à commencer par la remise des biens à la justice et par leur mise en vente.

Cette procédure solennelle avait des effets juridiques clairs d'infamie, dont le roi pouvait exceptionnellement faire grâce par des lettres « d'abolition d'infamie » ou de

« réhabilitation ». Mais elle seule permettait en certains cas d'échapper à toutes les poursuites encourues pour des dettes impossibles à éponger : emprisonnement et excommunication en particulier.

On s'intéressera ensuite à l'évolution du rituel parisien au début de l'époque moderne, qui met l'accent sur la publicité et la recherche manifeste de l'humiliation de l'endetté. Le rituel s'accomplit alors en pleine ville, au pied de la croix du pilori des Halles et en présence du bourreau et le port d'un bonnet vert est imposé à celui qui fait cession. L'aiguillon de la honte semble ainsi plus clairement pointé contre les endettés défailants au xv^e siècle.

The Shame of the Indebted (Paris, 15th century)?

Private debt, which appears to have been a widespread phenomenon as related by archival documentation of the 12th and 13th centuries, has developed in historical studies over the last fifteen years a reputation as both an economic and social phenomenon— particularly in the fields of medieval and modern history. These studies have emphasized the fact that credit, be it as a survival measure or as part of a financial strategy, created a complex social dynamic, combining trust, friendship and domination. The relationship put the reputation of both partners on the line – in fact, near the end of the Middle Ages, one's reputation became synonymous with the word “credit”. Creditor and debtor needed to distance themselves from the image of the *mauvais ménager*, the prodigal wastrel, the usurer. Such a social relationship was certainly risky for those who entered into it: Did debt have an emotional charge for both sides? Could it inspire shame?

It is important that we not think this emotion was restricted to debtors, for could shame not also be derived from the refusal to lend, to aid a neighbour in dire straits, from the desire to be repaid too soon or setting overly difficult condition for a loan? The trial of the Marseilles Jew Bondavin, studied by Joseph Shatzmiller, shows this to be true. However, whereas historiography, since Jacques Le Goff's pioneering work on the “era of merchants”, has always focused on the figure of the usurer, this presentation will focus on the emotions of the debtors, emotions (too seldom) qualified by clerks of court: emotions of those who have been arrested by sergeants, of those who, insolvent, must abandon their worldly possessions to repay their debts.

The emotions accompanying personal bankruptcy, also known as “surrender and forfeiture of property” in late medieval Paris, will constitute the heart of this presentation: Is it possible to perceive a form of shame in what judicial archives present as *behaviours* prescribed and expected in the context of judicial solemnities?

Founded mostly upon an investigation of the municipal registers (1395-1455) and committals (1412; 1488-1489) of the Châtelet of Paris, the presentation will begin with a description of the ritual of “surrender and forfeiture of property”, the Parisian version of rituals well-known throughout Mediterranean Europe from the 13th century for their cruel derision: southern French surrender was accompanied by the baring of the posterior of the debtor, at a crossroads, with the public being gathered by the sounding of a horn. In Paris, the 14th- and 15th-century ritual was less picturesque than this public “baring”, but was it less shaming? Its particularities:

- the journey – sometimes long (several hundred kilometres) – to the Châtelet of Paris,
- passing “beyond the gate” before the Châtelet's prison clerk (“clerc de la geôle”), appearance before the royal marshal,
- the swearing of two oaths (of one's inability to pay and of one's intent to pay as soon as possible) by the debtor,

- the symbolic gestures of divestment (the “solemnity” of throwing down one’s belt or discarding an article of clothing) ,
- the establishing and recording of the letter of forfeiture by the clerk.

It was only afterwards that the practical considerations of personal bankruptcy intervened, beginning with the surrender of one’s material belongings to the court and their subsequent putting up for sale.

The king could waive this solemn procedure, which clearly deprived citizens of their legal rights, if he so desired via letters of “abolition d’infamie” or of “réhabilitation”. Nonetheless, this procedure alone allowed debtors, in certain cases, to escape the most stringent forms of prosecution for debts that could not be wiped out: imprisonment and excommunication in particular.

We will then consider the evolution of the Parisian ritual at the beginning of the modern era, where emphasis was placed on publicity and the manifest desire to humiliate the debtor. The ritual took place at this time in the town centre, at the foot of the pillory cross of les Halles in presence of the torturer/executioner. The individual surrendering his possessions was required to wear a green stocking cap. The indicator of shame thus seems to be more clearly directed towards defaulting debtors in the 16th century.